

Agroécologie : quelles pistes pour un développement durable agricole ?

La crise agricole a incité les paysans à ouvrir, depuis des décennies, de nouvelles pistes pour surmonter les dégâts du productivisme. L'agroécologie remet les pendules à l'heure agronomique et la permaculture s'avère être une piste très prometteuse. Raison de plus pour ouvrir le débat sur ce qui donne l'excellence de nos cuisines locales et nationale

Modérateur

Gilles FUMEY, professeur de géographie, Université Paris-Sorbonne

Intervenants

Temanuata GIRARD, paysanne à la confédération paysanne

Maxime DE ROSTOLAN, coordinateur du projet *Fermes d'avenir*, Château de la Bourdaisière, Montlouis-sur-Loire

Christian PEES, président du groupe Euralis et du groupe de réflexion Momagri

L'agroécologie est multiple et inclut notamment le respect des hommes, un aspect dont il est beaucoup question dans ces échanges. Elle inclut également la permaculture qui est en fait une forme de biomimétisme (et non une innovation humaine, ni une technique agricole) qui consiste donc à «s'inspirer de la nature pour trouver des solutions» pour en somme revenir en arrière, c'est-à-dire à «une agriculture qui produise plus d'énergie qu'elle n'en consomme», tout en «refaisant le sol». Même si l'agriculture intensive et chimique continue d'être le modèle dominant, l'agroécologie fait son chemin et de plus en plus de politiques y sont attentifs, voire favorables.

Maxime de Rostolan rappelle l'essentiel que l'homme moderne a perdu de vue : «L'objectif de l'agriculture est de convertir l'énergie du soleil en énergie assimilable par l'Homme».

Etre un agriculteur bio et vraiment indépendant aujourd'hui demeure un défi, une forme de rébellion même, car comme l'explique Temanuata Girard, «je ne rentrais pas dans les cases pour pouvoir accéder aux aides agricoles pour les jeunes agriculteurs, parce que je ne voulais pas suivre tout ce que l'on m'imposait de faire». Elle pose ainsi le postulat que l'agriculture conventionnelle part avec une longueur d'avance, notamment côté prix final consommateur, puisqu'elle est davantage aidée par des fonds publics structurels et particulièrement européens.

Un modèle dépassé, mais dont on peine à sortir

C'est après la Seconde Guerre mondiale que l'on a mis en place ce que l'on appelle aujourd'hui l'agriculture «conventionnelle» : un système subventionné, des fermes industrielles énormes, un usage immodéré des ressources naturelles et des intrants chimiques avec une obsession constante de production se transformant bien souvent en surproduction, ainsi qu'un développement par filières qui fait exploser la rupture entre la production d'un territoire et la consommation de ses habitants. On exporte, on transforme, on importe et on peut se retrouver par exemple dans une région qui produit des poulets, à manger des poulets qui proviennent d'une région éloignée, voire d'un autre pays ou même d'un autre continent.

«Si nous laissons faire le marché, nous allons spécialiser des régions du monde et nous allons rendre les autres dépendantes» résume Christian Pees, qui participe au groupe de réflexion Momagri qui œuvre au développement d'une organisation mondiale de l'agriculture affranchie de «la loi du marché».

Ainsi, une agriculture durable passerait forcément par la recherche systématique d'autonomie alimentaire de petites zones géographiques (métropoles, départements...).

Sortir de l'obsession d'après-Guerre de «nourrir tout le monde»

Gilles Fumey explique que «les gens qui ont promu l'agriculture industrielle et chimique étaient des gens qui avaient souffert de la faim et qui voulaient une alimentation sécurisée par des volumes suffisamment importants». Maxime de Rostolan estime quant à lui que la faim n'a été qu'une excuse, dans les années 60 pour développer une agriculture industrielle à grande échelle - avec notamment la politique du remembrement des terres - : «les derniers tickets de rationnement datent de 1948», soit une quinzaine d'années avant cette révolution agricole que de plus en plus d'acteurs tentent de freiner aujourd'hui, non sans mal.

Malgré la prise de conscience croissante des enjeux environnementaux, il reste difficile de faire bouger les choses de manière significative, à grande échelle. Le bio demeure plus cher alors qu'on prouve assez facilement qu'il ne revient pas plus cher à produire, bien au contraire : il se fait généralement dans de petites unités de production qui peuvent difficilement jouer sur la quantité, et surtout l'agriculture conventionnelle est davantage aidée, s'inscrivant depuis plusieurs décennies dans des schémas correspondant à la PAC (Politique Agricole Commune).

Une bonne nouvelle : beaucoup de grandes exploitations ont conscience des différents enjeux environnementaux et sont aujourd'hui à la recherche de nouvelles façons de produire, avec moins d'emballage. Les choses évoluent dans le bon sens, plus ou moins vite, mais à grande échelle.

Quelles solutions pour baisser les coûts de production de l'agroécologie ?

La polyculture et le poly-élevage, même sur de petites exploitations permettent d'être au maximum en autonomie et de pouvoir vendre des produits toute l'année tout en respectant la saisonnalité (souvent liée au rythme des naissances chez les animaux). Le fait de pouvoir nourrir les bêtes avec les céréales produites sur place est un gain d'argent considérable, en plus des bienfaits sur l'environnement. Le pâturage avec l'auto-fertilisation des terres est un autre point fort. Par ailleurs, l'organisation en coopératives, par exemple pour le partage du matériel agricole, fonctionne aussi très bien.

L'éternelle question de l'offre et de la demande

On parle beaucoup d'éducation alimentaire, qui doit plus relever de la prise de conscience individuelle que de l'injonction. Certains prétendent que si l'offre de nourriture industrielle bradée n'existait pas, les personnes à faible revenu gèreraient autrement leur alimentation parce qu'ils n'auraient pas d'autre choix ; d'autres disent qu'il faut nourrir les gens coûte que coûte et que c'est au consommateur le premier de faire changer les modes de production, par le biais de ses modes d'alimentation.

Le grand souci en France aujourd'hui est une demande de bio qui augmente de 20 % par an contre une offre qui n'augmente que de 10 %.

La gestion de l'eau

Parmi les problématiques prises en compte par les professionnels de l'agroécologie figure la ressource en eau. La préservation des eaux pures filtrées dans les nappes phréatiques et la gestion de réserves pour sauver les récoltes pendant les périodes de sécheresse font partie des préoccupations majeures de ces nouvelles formes d'agriculture souvent qualifiées de «raisonnées».

Echanges de bonnes pratiques

De nombreux réseaux entre paysans existent. Un certain nombre d'entre eux se déplacent dans d'autres régions de France pour aller à la rencontre de collègues qui expérimentent et ils s'échangent des savoirs.

Parmi les expérimentations, on trouve des choses simples qui découlent du bon sens comme cette anecdote de Temanuata qui inclut dans l'organisation de sa ferme le fait qu'elle doive nourrir sa famille : «la première année, la facture du lait en poudre (pour élever les chevreaux, le lait des chèvres servant en priorité pour faire le fromage) s'élevait au prix d'une vache. Donc j'ai fait mes calculs et je me suis dit : je vais acheter une vache pour élever les chevreaux. En même temps, j'ai quatre enfants donc je me dis qu'avec notre vache nous allons aussi nourrir la maison».